



« Les rendez-vous de la Politique de la ville »


**Politique de la ville et
Lutte contre les discriminations**



15 janvier 2026



Objectifs et contenu

- 
- Faire le point sur un enjeu, et la manière dont il est abordé dans les contrats de ville et la politique de la ville
 - En complément, une démarche ou une expérience à partager
 - Des ressources

Aujourd'hui : **Lutte contre les discriminations et politique de la ville**





**En préambule :
un constat paradoxal**






Une connaissance pointue des discriminations



Les phénomènes discriminatoires sont de **mieux en mieux connus et décryptés** :


- De nombreuses études, recherches, enquêtes (**quantitatif/qualitatif**) qui établissent la réalité des discriminations.
 - Des **recherches pluridisciplinaires** : sociologie, droit, psychologie sociale, économie, sciences politiques.
 - Une « **notion circulante** » entre différentes sphères (cercle universitaire, associatif, militant, institutionnel...) et différentes disciplines.
- 



Mais une reconnaissance difficile...





Des **impacts des discriminations** (notamment discriminations ethnoraciales) :

- Des formes de déni (banalisation, fatalisme)
 - Un « espace de cause » difficile à constituer (lutte de cadrage, hétérogénéité des acteurs...)
- 



Mais une reconnaissance difficile...

De la **dimension structurelle** des discriminations :

- 
- Des **résistances pour agir sur les processus systémiques producteurs** de discriminations (agir sur les pratiques et fonctionnements des institutions, pas sur l'adaptation des publics aux normes de l'institution).
 - Une **difficulté à se doter d'une politique nationale** de lutte contre les discriminations, structurante et qui soit un appui pour l'action locale.
- 

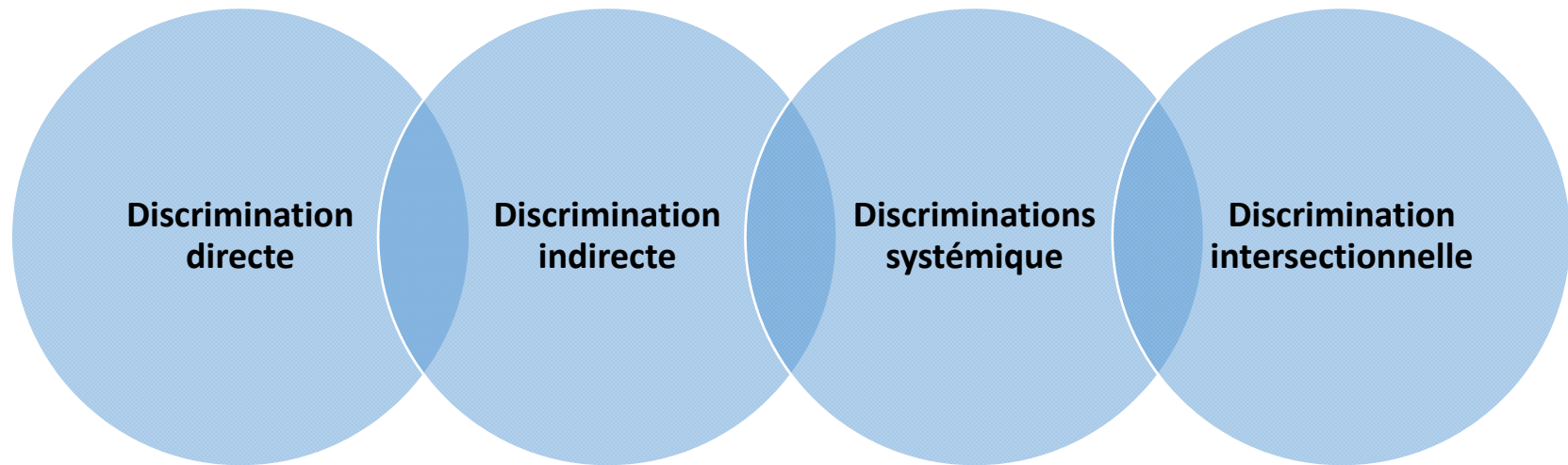


Définir la discrimination

Définir la discrimination

Discriminer c'est ***traiter différemment***, à ***situation comparable***, des personnes ou des groupes, en raison de leur ***appartenance à un groupe social*** ou sur ***la base de critères définis comme illégaux*** par la loi, et entraînant ***un désavantage particulier*** pour cette personne ou ce groupe

Du droit aux sciences sociales, un phénomène multiforme



Du droit aux sciences sociales, un phénomène multiforme

»» Une dimension juridique

- L'interdiction des discriminations : un principe juridique inscrit dans le droit (code pénal, code du travail, code de l'action sociale, de la santé publique, droit international des droits humains, droit européen...)
- Mais toutes les inégalités et les différences de traitement ne sont pas des discriminations illégales au regard du droit.

»» Une dimension de psychologie sociale



- Mécanismes de catégorisation pouvant entraîner des phénomènes de stigmatisation, de mise à l'écart et de discrimination.
- La discrimination comme une mise en actes des préjugés et stéréotypes.

»» Une dimension sociologique

- Des traitements inégalitaires produits par les structures sociales à travers les rapports sociaux de pouvoir qui structurent la société.



Définir la discrimination : Les ingrédients

- 
- Un **acte** de tri, de sélection
 - Basé sur un (ou plusieurs) **critère illégal**
(caractéristique, appartenance catégorielle)
 - Intervenant dans un **domaine encadré par la loi**
 - Entraînant un désavantage et une **rupture de l'égalité** entre des personnes ou des groupes
- 

Des modes de pensée... aux modes d'agir

Des représentations

Stéréotypes

Préjugés

Idéologies

sexisme, racisme, homophobie...

Des pratiques

Stigmatisation

Mise à l'écart



Discrimination

directe, indirecte,
systémique

Source: Prévenir et lutter contre les discriminations et les rapports de domination, Petit traité à l'usage des actrices et acteurs jeunesse



A retenir

- 
- Les discriminations sont une **atteinte au principe d'égalité**
 - Elles ont une **dimension individuelle et collective**
 - Elles ne sont **pas forcément volontaires et intentionnelles**
 - Elles sont souvent **intersectionnelles**
- 



Connaitre les discriminations raciales



Quelques jalons...

Année 90 : Emergence de nouvelles réflexions sur les inégalités, l'intégration, le racisme

- Des **travaux fondateurs** (Philippe Bataille, Olivier Noel, Didier Fassin...)
- Une **approche centrée sur l'emploi**
- **L'Europe, un « impulseur »** (Projet Equal + cadre juridique)

Année 2000 : Une consolidation des connaissances et un enjeu d'observation

- **Premiers testings** (2007) sur l'accès à l'emploi
- **Première enquête TEO** (2008-2009) <https://teo1.site.ined.fr/>

Quelques jalons...

2010 – 2020 : Diversification et approfondissement de la compréhension des processus discriminatoires

- Une diversification des domaines étudiés (santé, logement, éducation...)
- Une diversification des méthodes d'enquêtes et des échelles
- Une structuration de formations initiales spécialisées à l'Université (mise en place de masters dédiés)

Pour aller plus loin :

Intervention de Patrick Simon « Cadrage général : où en est-on de la lutte contre les discriminations ? » - Novembre 2023 - Cycle de qualification organisé par l'ORIV

<https://www.oriv.org/publication/lutter-contre-les-discriminations-sur-les-territoires-ou-en-est-on-enjeux-politiques-acteurs/>

Un changement de paradigme pour penser les inégalités :

»» Passage d'une **égalité « formelle »** à une **égalité « réelle »**,

»» **Déplacement de la charge des individus à la société**

- Plus une question des publics à adapter, à ajuster...
- Mais **adapter les pratiques** et le système pour que certaines caractéristiques (et les assignations à ces caractéristiques) ne portent pas préjudice

»» Une notion qui rencontre les **problématiques des sociétés plurielles** et pose la question du traitement des minorités et de l'égalité.



**Construire une action
publique de lutte contre
les discriminations raciales**






Fin des années 90's : Une action publique qui émerge



1998 : Discours fondateur de Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité

1999 : Mise en œuvre de **différents dispositifs**

- Les Codac (commissions départementales d'accès à la citoyenneté), présidées par les préfets pour impulser et coordonner la politique de lutte contre les discriminations au niveau local,
 - Le GED (groupe d'études des discriminations),
 - Le 114 (première ligne d'écoute sur le sujet).
- 

2000 – 2014 : Une action publique qui se structure

A partir d'une impulsion européenne

2000 : Un cadre juridique qui s'enrichit avec deux **directives européennes** sur l'égalité de traitement, et l'obligation de créer un **organisme public de lutte contre les discriminations**

- 2005 : Création de la HALDE
- 2011 : La HALDE est « intégrée » au sein du Défenseur des droits


2001 : Lancement du **programme Equal** sur l'emploi « Agir sur les discriminations ethnoraciales dans l'emploi » :

- Construction de partenariats à différentes échelles
- Mise en œuvre de projets nationaux, régionaux et locaux




2000 – 2014 : Une action publique qui se structure

**A partir d'une approche locale
centrée sur la politique de la ville**





2001 : Lancement des Plans territoriaux de lutte contre les discriminations raciales à l'emploi lancés par la DIV (Délégation interministérielle à la Ville) et le FASILD

- Inscription dans les Contrats de ville 2000-2006 puis les CUCS 2006 – 2014
 - Un cadre proposé par le FASILD et la DIV, avec la mise à disposition de trois outils pour les acteurs locaux et un financement dédié pour :
 - Un diagnostic territorial (culture commune),
 - La formation des acteurs,
 - La mise en œuvre d'une stratégie territoriale comme un cadre pour l'action et la mobilisation des acteurs
- 



2000 – 2014 : Une action publique qui se structure

A partir d'une approche locale centrée sur la politique de la ville

- 
- Des plans annexés au Contrat de ville avec une triple particularité :
 - Une gouvernance à l' échelle de l'EPCI ;
 - Des actions « territorialisées » à destination des habitants-es des QPV;
 - Une méthodologie qui repose sur une approche « intégrée » et/ ou la lutte contre les discriminations comme axe transversal
 - **6 sites pilotes en 2001, 82 plans territoriaux de lutte contre les discriminations en 2011**
- 




2000 – 2014 : Une action publique qui se structure

A partir d'une approche locale
et de Collectivités qui s'engagent



2008 : Elections municipales avec des exécutifs locaux qui, en parallèle, de la politique de la ville

- **Affichent un engagement politique** sur cette question et désignent un-e Elu-e dédié-e
 - Mettent en œuvre des **politiques municipales volontaristes**
 - Déploient des **plans municipaux de lutte contre les discriminations** (la LCD concerne le territoire, mais généralement la « Ville centre » de l'EPCI comme moteur)
 - **Créent des services administratifs dédiés**, des « Mission Egalité / Lutte contre les discriminations » avec des professionnels-les formés
- 

2014 – 2020 : Une ambition « nouvelle » pour la politique de la ville...

2014 : La Loi Lamy réforme la politique de la ville

Article 1 - La politique de la ville vise, en tenant compte de la diversité des territoires et de leurs ressources, à :

1° **Lutter contre les inégalités de tous ordres**, les concentrations de pauvreté et les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales ;



2° *Garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits*, à l'éducation, à la culture, au sport, aux services et aux équipements publics ;

10° **Concourir** à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la politique d'intégration et **à la lutte contre les discriminations dont sont victimes les habitants des quartiers défavorisés, notamment celles liées au lieu de résidence et à l'origine réelle ou supposée.**




2014 – 2020 : Une ambition « nouvelle » aux impacts limités

Une inscription dans la loi avec une ambition nouvelle...mais qui ne portera pas complètement ses fruits :

- 
- Un agenda politique percuté par les attentats de 2015 avec un **focus mis sur les enjeux de laïcité et de radicalisation** au détriment des enjeux de non discrimination et d'égalité,
 - Une **invisibilisation des discriminations liées à l'origine**, avec une approche « consensuelle » autour des 25 critères,
 - Une **inscription transversale limitée**, un déploiement d'actions surtout centrées sur la sensibilisation et l'aide aux victimes, et peu sur les pratiques.
- 



Pour aller plus loin sur les approches centrées sur le local :



Un bilan en demi teinte de cette inscription dans la loi Lamy – Réseau RECI - Point de vue sur...La prise en compte des discriminations au sein des contrats de ville, Octobre 2022

https://biblio.reseau-reci.org/doc_num.php?explnum_id=1610

La lutte contre les discriminations : une politique déléguée, Marie Christine Cerrato Debenedetti - Une réflexion sur les programmes EQUAL et les PLCD

<https://books.openedition.org/pur/146772?lang=fr>



Aujourd'hui... un panorama contrasté



- Une **action publique** somme toute récente,
- Une **absence de cadrage national fort, peu d'acteurs institutionnels** :
 - Le Défenseur des droits avec une action volontariste (étude, préconisation, plate-forme antidiscriminations.fr)
 - La DILCRAH qui coordonne le plan national avec déclinaison locale les COHRAD (aux moyens très limités)
- Une « **prise en charge** » au **niveau local** avec :
 - Le développement d'une expertise réelle,
 - Mais des engagements très contrastés en fonction des territoires,
 - Et une marge de manœuvre limitée compte tenu de l'absence de cadrage national.
- Des **acteurs associatifs avec des structurations très différenciées selon les motifs** (handicap, genre, origine)

Des difficultés récurrentes

- **Une action publique sur la lutte contre les discriminations peu lisible,** qui semble « éclatée » entre critères, domaines et modalités d'intervention (un champ trop vaste !?)
 - Des agendas politiques différents en fonction des motifs de discriminations
 - Des problématiques poreuses (inégalités, racisme, sexisme, violences...)
- **Une inscription de la lutte contre les discriminations raciales...quasi uniquement au sein de la politique de la ville**
- **Une politique qui peine à « se définir »**
 - Difficulté à transformer les observations et les études en actions concrètes, visibles, évaluables
 - Des résultats plutôt limités et « insatisfaisants » (peu d'actions contraignantes, mobilisation du droit difficile...)




Des leviers pour agir qui sont identifiés

- 
- **Mesurer et observer,**
 - **Mobiliser le droit** et ses différents usages : réguler, sanctionner, protéger,
 - **Analyser** les dispositifs, les pratiques et **leurs résultats concrets,**
 - **Soutenir la professionnalité** des acteurs,
 - **Soutenir la fabrication de nouveaux « récits »** par les personnes concernées et leurs mobilisations,
 - **Favoriser le droit à l'expérimentation** et le temps long,
 - **Construire des alliances** et des coopérations.
- 



Les trois « Zooms thématiques »



Mesurer les discriminations dans l'accès à l'emploi, Regards croisés sur l'enquête Mélodi, Métropole du Grand Nancy et Eurométropole de Strasbourg

Accès au droit et soutien aux victimes de discrimination : Faire réseau sur un territoire, Mission LCD Ville de Strasbourg

Construire une stratégie de lutte contre les discriminations dans le logement : Enseignements d'une formation action, ORIV et Réseau RECI

